

a) Au 1° groupe cible, le libellé des prestations 741016, 741031, 741053, 741075, 741090, 741112, 741134, 741156, 741171, 741193, 741215, 741230, 741252, 741274, 741296, 741311, 741333, 741355, 741370, 741392, 741414, 741436, 741451, 741473, 741495, 741510, 741532, 741554, 741576, 741591 et 741613 est remplacé par « 7,75 à 20,00 inclus » ;

b) Au 1° groupe cible, groupe 2, sous-groupe 1, l'intitulé « Sous-groupe 1 : Verres de lunettes bifocaux minéraux à bas indice de réfraction et antireflet » est remplacé par « Sous-groupe 1 : Verres de lunettes bifocaux minéraux à bas/haut indice de réfraction et antireflet » ;

c) Au 2° groupe cible, le libellé des prestations 741753, 741775, 741856, 741871, 741893, 741952 et 741974 est remplacé par « 3,75 à 7,50 inclus » ;

d) Au 3° groupe cible, le libellé des prestations 742070, 742092, 742114, 742136, 742151, 742173, 742195, 742210, 742232 et 742254 est remplacé par « 4,25 à 7,50 inclus » ;

2° Au 2.2, b), les mots « 8,25 dioptrie » sont chaque fois remplacés par les mots « 7,75 dioptrie » ;

3° Au 3.1, alinéa 1^{er}, les mots « -/+ 8,25 dioptries » sont remplacés par les mots « -/+ 7,75 dioptries » ;

4° Au 4.1, alinéa 1^{er}, les mots « -/+ 8,00 dioptries » sont remplacés par les mots « -/+ 7,50 dioptries » ;

5° Au 4.1, alinéa 4, les mots « 3,75 à 8,00 » sont remplacés par les mots « 3,75 à 7,50 » ;

6° Au 5.1, les mots « -/+ 8,00 dioptries » sont remplacés par les mots « -/+ 7,50 dioptries ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 8 avril 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE

a) In 1° doelgroep, wordt de omschrijving van de verstrekkingen 741016, 741031, 741053, 741075, 741090, 741112, 741134, 741156, 741171, 741193, 741215, 741230, 741252, 741274, 741296, 741311, 741333, 741355, 741370, 741392, 741414, 741436, 741451, 741473, 741495, 741510, 741532, 741554, 741576, 741591 en 741613 vervangen door "7,75 tot en met 20,00";

b) In 1° doelgroep, groep 2, subgroep 1, wordt het opschrift « Subgroep 1: Bifocale minerale brillenglazen met lage brekingsindex voorzien van anti-reflectie » vervangen door « Subgroep 1: Bifocale minerale brillenglazen met lage/hog brekingsindex voorzien van anti-reflectie » ;

c) In 2° doelgroep, wordt de omschrijving van de verstrekkingen 741753, 741775, 741856, 741871, 741893, 741952 en 741974 vervangen door "3,75 tot en met 7,50";

d) In 3° doelgroep, wordt de omschrijving van de verstrekkingen 742070, 742092, 742114, 742136, 742151, 742173, 742195, 742210, 742232 en 742254 vervangen door "4,25 tot en met 7,50";

2° In 2.2, b), worden de woorden "8,25 dioptrie" telkens vervangen door de woorden "7,75 dioptrie";

3° In 3.1, eerste lid, worden de woorden "-/+ 8,25 dioptrieën" vervangen door de woorden "-/+ 7,75 dioptrieën";

4° In 4.1, eerste lid, worden de woorden "-/+ 8,00 dioptrieën" vervangen door de woorden "-/+ 7,50 dioptrieën";

5° In 4.1, vierde lid, worden de woorden "3,75 tot 8,00" vervangen door de woorden "3,75 à 7,50";

6° In 5.1, worden de woorden « -/+ 8,00 dioptrieën » vervangen door de woorden « -/+ 7,50 dioptrieën ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 8 april 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Fr. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2021/30951]

19 AVRIL 2021. — Arrêté royal visant à déterminer et octroyer le montant d'une prime unique d'encouragement en compensation des efforts supplémentaires consentis lors de la deuxième vague de la pandémie COVID-19 pour les dispensateurs de soins indépendants dans les soins infirmiers à domicile ou pour les travailleurs salariés des maisons médicales

RAPPORT AU ROI

Sire

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté vise à octroyer une prime unique d'encouragement d'une part, aux dispensateurs de soins indépendants qui tombent sous l'application de la nomenclature soins infirmiers à domicile et de rééducation et d'autre part, aux travailleurs salariés des maisons médicales, et ce, en compensation des efforts supplémentaires consentis lors de la deuxième vague de la pandémie COVID-19.

A la lumière de l'avis n° 68.851 du 15 février 2021 du Conseil d'Etat et compte tenu des remarques qui ont été faites, une série de précisions sont données ci-après.

La prime sera calculée en fonction du nombre de jours de contact. Ce nombre de jours est calculé en multipliant le nombre de patients par le nombre de jours dans la période du 1^{er} septembre au 30 novembre 2020 où il y a eu au moins un contact avec ces patients par le dispensateur de soins concerné. Dans le cas où un dispensateur de soins a effectué sur 1 jour plusieurs prestations chez 1 patient, cela compte pour 1 jour de contact. Dans le cas où un dispensateur de soins a fourni sur 1 jour des prestations, par exemple chez 10 patients, cela compte pour 10 jours de contact.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2021/30951]

19 APRIL 2021. — Koninklijk besluit tot vaststelling en uitkering van het bedrag van een eenmalige aanmoedigingspremie ter compensatie voor de extra inspanningen tijdens de 2de golf van de COVID-19 pandemie voor de zelfstandige zorgverleners in de thuisverpleging of voor de loontrekkenden in de medisch huizen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel een eenmalige aanmoedigingspremie toe te kennen aan enerzijds de zelfstandige zorgverleners die vallen onder de toepassing van de nomenclatuur thuisverpleging en revalidatie en anderzijds aan de loontrekkenden in een medisch huis, en dit ter compensatie voor de extra inspanningen die ze hebben geleverd tijdens de 2de golf van de COVID-19 pandemie.

In het licht van het advies nr. 68.851 van 15 februari 2021 van de Raad van State en gelet op de gemaakte opmerkingen, wordt hierna enige toelichting gegeven.

De premie zal worden berekend op basis van het aantal contactdagen. Dit aantal dagen wordt berekend door het aantal patiënten te vermenigvuldigen met het aantal dagen in de periode van 1 september tot 30 november 2020 dat er minstens één contact is geweest met deze patiënten door de betrokken zorgverlener. In het geval een zorgverlener op 1 dag meerdere verstrekkingen heeft gedaan bij 1 patiënt, geldt dat als 1 contactdag. In het geval een zorgverlener op 1 dag verstrekkingen heeft gedaan bij bijvoorbeeld 10 patiënten, geldt dat als 10 contactdagen.

Le Collège national Intermutualiste (CIN) calculera ce nombre de jours de contact et le communiquera à l'INAMI. Ce calcul est effectué sur base de la situation telle qu'elle est connue des organismes assureurs le 31 janvier 2021.

La liste des infirmiers pour lesquels un nombre de jours de contact a été communiqué est mise en rapport avec la liste des infirmiers qui sont connus comme salariés auprès des services de soins à domicile et pour lesquels l'information est communiquée à l'INAMI par les Fonds Maribel social. Pour l'équivalent temps plein qu'ils prestent comme salariés, ils ne peuvent plus recevoir de prime d'encouragement car ils ont déjà reçu cette prime pour cela.

Compte tenu de l'information sur l'équivalent temps plein en tant que salarié, l'INAMI établit une liste des équivalents temps plein en tant qu'indépendant. A cet égard, un équivalent temps plein correspond à 739 jours de contact. Au sein de cette liste, une sélection est faite des dispensateurs de soins qui ont communiqué leur numéro de compte à l'INAMI au plus tard le 20^{ème} jour suivant la publication et cette sélection est transmise à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants avec la demande d'indiquer lesquels sont les dispensateurs de soins ayant un statut d'indépendant. La prime sera versée à ces dispensateurs de soins indépendants, compte tenu du principe selon lequel l'intégralité de la prime de 985 euros est versée pour un niveau d'activité d'au moins 739 jours de contact.

Le Conseil d'Etat fait remarquer que le terme «jours de contact» est inapproprié et devrait être remplacé par un terme plus adéquat qui est compatible avec le calendrier. En réponse à cela, le mot «jour de contact» a été remplacé par «contact avec le patient» dans le projet d'arrêté.

Le Conseil d'Etat, dans son avis, a estimé qu'il devrait être démontré de manière plus approfondie et documentée que, s'agissant d'autres praticiens des professions de santé que ceux décrits dans le projet d'arrêté, le principe d'égalité et de non-discrimination est observé.

En concertation avec les partenaires sociaux concernés, il a été choisi de verser cette prime d'encouragement uniquement au personnel salarié des hôpitaux et des deux centres de pédiatrie médicale, au personnel salarié des services de soins à domicile, aux infirmiers à domicile indépendants et par analogie également aux travailleurs salariés des maisons médicales. Cela concerne ici en particulier les dispensateurs de soins qui étaient en contact permanent à la fois avec des personnes à risque de COVID19 et avec des personnes contaminées.

Le versement du budget pour l'octroi de la prime au personnel hospitalier a été réglé dans l'article 74undecies de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux.

Le versement du budget pour l'octroi de la prime pour les services de soins à domicile a été réglé par l'arrêté royal du 30 septembre 2020 fixant et allouant une subvention aux Fonds Maribel social sectoriels des établissements et services de santé en exécution de l'article 4, § 2, de la loi du 9 décembre 2019 portant création d'un Fonds blouses blanches. L'octroi de cette prime se fait en application d'une convention collective de travail ou d'un protocole d'accord conclu à cet effet.

Le versement de la prime aux deux centres de pédiatrie est en préparation et se fera au moyen d'une convention conclue par le Comité de l'assurance avec les centres concernés.

Le versement de la présente prime n'empêche pas que d'autres catégories de dispensateurs de soins qui sont de façon permanente en contact étroit avec des personnes potentiellement contaminées auraient reçu une intervention à ce titre. Ainsi, le montant de la gestion du dossier médical global par les médecins généralistes a été augmenté de 20 euros en 2020 ou on est intervenu dans le matériel de protection.

En ce qui concerne l'utilisation exclusive du site de l'INAMI pour fournir un numéro de compte et ainsi ouvrir le droit à la prime, il s'agit de professionnels à l'égard desquels le législateur peut raisonnablement présumer qu'ils disposent d'une adresse électronique à des fins professionnelles, ainsi que du matériel informatique adéquat pour communiquer ce numéro. Il peut être conclu, en référence à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 8 mai 2019, n° 61/2019, B 10.2, qu'une telle règle, en ce qui concerne le groupe cible concerné de dispensateurs de soins, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution, c'est-à-dire les principes d'égalité et de non-discrimination.

En ce qui concerne l'avis selon lequel il n'est pas admissible que les dispositions procédurales relatives aux conditions dans lesquelles les contestations relatives aux décisions prises en application du projet d'arrêté doivent être introduites, soient énoncées sur le site internet de l'INAMI, on peut souligner qu'il s'agit d'une méthodologie habituelle qui a été largement acceptée par le Conseil d'Etat, Section de législation, dans le cadre de la plénitude de ses compétences sur base de l'article 84,

Het Nationaal Intermutualistisch College zal dit aantal contactdagen berekenen en meedelen aan het Riziv. Deze berekening wordt afgesloten op de situatie zoals die bij de verzekeringsinstellingen is gekend op 31 januari 2021.

De lijst van verpleegkundigen waarvoor een aantal contactdagen is meegedeeld wordt in verband gebracht met de lijst van verpleegkundigen die als loontrekkend gekend zijn bij de diensten voor thuisverpleging en waarvoor de informatie door de Fondsen Sociale Maribel aan het Riziv wordt meegedeeld. Voor het voltijdsequivalent dat ze loontrekkend zijn kunnen ze geen aanmoedigingspremie meer krijgen aangezien ze daarvoor deze premie reeds hebben ontvangen.

Rekening houdende met de informatie omtrent het voltijdsequivalent als loontrekkende, maakt het Riziv een lijst op van de voltijds equivalenten als zelfstandige. Daarbij komt een voltijdsequivalent overeen met 739 contactdagen. Binnen deze lijst wordt een selectie gemaakt van de zorgverleners die ten laatste op de 20ste dag na publicatie hun rekeningnummer hebben meegedeeld aan het Riziv en deze selectie wordt overgemaakt aan het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen met de vraag om daarin aan te duiden welk de zorgverleners zijn met een statuut als zelfstandige. Aan deze zelfstandige zorgverleners zal de premie betaald worden, rekening houdend met het principe dat de volledige premie van 985 euro wordt betaald voor een activiteitsniveau van minstens 739 contactdagen.

De Raad van State stelt dat het begrip "contactdagen" ongeschikt is en zou moeten vervangen worden door een adequater begrip dat compatibel is met de kalender. Om daarop in te gaan werd in het ontwerp van besluit het woord "contactdag" vervangen door "patiëntcontact".

De Raad van State was in zijn advies van mening dat op een grondigere en meer gedocumenteerde wijze wordt aangetoond dat, t.a.v. andere beoefenaars van gezondheidszorgberoepen dan degenen die zijn beschreven in het ontwerp van besluit, het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen.

In overleg met de betrokken sociale partners is ervoor gekozen om deze aanmoedigingspremie enkel uit te keren voor het loontrekkend personeel in de ziekenhuizen en in de twee medisch pediatische centra, aan de loontrekkenden in de diensten voor thuisverpleging, aan de zelfstandige thuisverpleegkundigen en naar analogie ook voor de loontrekkenden in de wijkgezondheidscentra. Het gaat hier vooral om zorgverleners die voortdurend in contact kwamen met zowel personen met een risico op COVID19 als met besmette personen.

De storting van het budget voor de toekenning van de premie voor het personeel in de ziekenhuizen werd geregeld in artikel 74undecies van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen.

De storting van het budget voor de toekenning van de premie voor de diensten thuisverpleging werd geregeld in het koninklijk besluit van 30 september 2020 tot vaststelling en toekenning van een subsidie aan de Sectorale Fondsen Sociale Maribel voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten voor de uitvoering van artikel 4, § 2, van de wet van 9 december 2019 tot oprichting van een Zorgpersoneelsfonds. De toekenning van deze premie is gebeurd in uitvoering van een collectieve arbeidsovereenkomst of een protocol van akkoord dat daarvoor is afgesloten.

De storting van de premie aan de twee medisch pediatische centra is in voorbereiding en zal verlopen via een overeenkomst die het Verzekeringcomité sluit met de betrokken centra.

De storting van deze premie neemt niet weg dat andere categorieën van zorgverleners die voortdurend in nauw contact staan met mogelijks besmette personen daarvoor geen tegemoetkoming zouden gekregen hebben. Zo werd het bedrag voor het beheer van het globaal medisch dossier door huisartsen in 2020 verhoogd met 20 euro of werd tussengekomen in de kost voor beschermingsmateriaal.

Wat betreft het exclusieve gebruik van de website van het Riziv om een rekeningnummer op te geven en zo het recht op de premie te openen gaat het hier om beroepsbeoefenaars ten aanzien van wie de wetgever redelijkerwijze mag vermoeden dat zij een elektronisch adres voor beroepsdoeleinden bezitten, alsook het gepaste informaticamateriaal om dit nummer mee te delen. In referentie aan de uitspraak van het Grondwettelijk Hof van 8 mei 2019, nr. 61/2019, B.10.2 kan geconcludeerd worden dat een dergelijk voorschrift ten aanzien van de betrokken doelgroep zorgverleners geen schending uitmaakt van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, d.w.z. de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Wat het advies betreft om de procedurevoorschriften inzake de indiening van betwistingen niet te delegeren naar het niveau van de website van het Riziv, kan erop worden gewezen dat dit een gebruikelijk methode is die door de Raad van State, afdeling wetgeving, oordelende met volheid van bevoegdheid op basis van art. 84, § 1, eerste lid, 2°, veelvuldig werd aanvaard (zie o.a. advies 61.248/2 inzake het koninklijk besluit van 30 juni 2017 tot bepaling van de

§ 1^{er}, alinéa premier, 2^o (voir, entre autres, l'avis 61.248/2 relatif à l'arrêté royal du 30 juin 2017 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux médecins pour l'utilisation de la télématic et pour la gestion électronique des dossiers médicaux, avis 63.174 / 2 sur l'arrêté royal du 11 juin 2018 fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes et avis 66.618 sur l'arrêté royal du 9 décembre 2019 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux praticiens de l'art dentaire pour l'utilisation de la télématic et pour la gestion électronique des dossiers médicaux en 2019, de sorte que du point de vue de l'uniformité et de la sécurité juridique, il est recommandé de ne pas s'en écarter conformément à l'avis actuel plus limité, émis en sollicitant l'urgence sur base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 3^o).

Quant à la référence à l'avis de l'Autorité de protection des données, elle a été donnée le 25 février 2021 - n^o 18/2021.

Le projet d'arrêté a été adapté à l'avis de l'Autorité de Protection des données et tient compte des avis suivants qui ont été formulés :

- Ajout de la durée de conservation des données utilisées pour le calcul de la prime;
- Seules les données des personnes ayant communiqué leur numéro de compte à l'INAMI dans les 20 jours suivant la publication de cet arrêté, peuvent être traitées pour vérifier si elles sont éligibles à la prime;
- Les responsables de traitement sont indiqués.

Vu l'urgence et dans le souci de trouver un équilibre entre les intérêts en présence, une nouvelle consultation n'a pas pu être sollicitée.

Enfin, le projet d'arrêté prévoit le versement d'un montant aux Fonds Maribel Social afin que ces Fonds puissent reverser aux employeurs des maisons médicales les moyens nécessaires pour qu'ils puissent verser au personnel salarié et moyennant le respect des conditions visées dans l'arrêté, la prime d'encouragement unique.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,
Fr. VANDENBROUCKE

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME & de l'Agriculture, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

D. CLARINVAL

AVIS 68.851/2 DU 15 FÉVRIER 2021 DU CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DE LÉGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'VISANT À DÉTERMINER ET OCTROYER LE MONTANT D'UNE PRIME UNIQUE D'ENCOURAGEMENT EN COMPENSATION DES EFFORTS SUPPLÉMENTAIRES CONSENTIS LORS DE LA DEUXIÈME VAGUE DE LA PANDÉMIE COVID 19 POUR LES DISPENSATEURS DE SOINS INDÉPENDANTS DANS LES SOINS INFIRMIERS À DOMICILE OU POUR LES TRAVAILLEURS SALARIÉS DES MAISONS MÉDICALES'

Le 10 février 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'visant à déterminer et octroyer le montant d'une prime unique d'encouragement en compensation des efforts supplémentaires consentis lors de la deuxième vague de la pandémie COVID 19 pour les dispensateurs de soins indépendants dans les soins infirmiers à domicile ou pour les travailleurs salariés des maisons médicales'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 février 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de huisartsen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers, advies 63.174/2 inzake het koninklijk besluit van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten en advies 66.618 inzake het koninklijk besluit van 9 december 2019 tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de tandhekkundigen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers in 2019), zodat het uit oogpunt van uniformiteit en rechtszekerheid aanbeveling verdient hiervan niet af te wijken ingevolge het beperktere voorliggende advies, afgegeven bij hoogdringendheid op basis van art. 84, § 1, eerste lid, 3^o.

Wat de verwijzing naar het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit betreft, werd dit gegeven op 25 februari 2021 - nr. 18/2021.

Het ontwerp van besluit werd aangepast aan het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit en houdt rekening met de volgende adviezen die zijn geformuleerd :

- Toevoeging van de bewaartermijnen van de gegevens die worden gebruikt voor de bepaling van de premie;
- Enkel de gegevens van de personen die binnen de 20 dagen na publicatie van het besluit hun rekeningnummer hebben meegedeeld aan het Riziv kunnen verwerkt worden om na te gaan of ze in aanmerking komen voor de premie;
- De verwerkingsverantwoordelijken worden aangeduid.

Gelet op de hoogdringendheid en om een evenwicht te vinden tussen de belangen die voorliggen kon geen nieuwe consultatie worden aangevraagd.

Tenslotte voorziet het ontwerp van besluit de storting van een bedrag aan de Fondsen Sociale Maribel opdat deze Fondsen aan de werkgevers van de wijkgezondheidscentra de nodige middelen kunnen storten opdat deze aan het loontrekkend personeel en onder de voorwaarden bedoeld in het besluit, de eenmalige aanmoedigingspremie kunnen storten.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,
Fr. VANDENBROUCKE

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

D. CLARINVAL

ADVIES 68.851/2 VAN 15 FEBRUARI 2021 VAN HET RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT VASTSTELLING EN UITKERING VAN HET BEDRAG VAN EEN EENMALIGE AANMOEDIGINGS-PREMIE TER COMPENSATIE VOOR DE EXTRA INSPANNINGEN TIJDENS DE 2DE GOLF VAN DE COVID 19 PANDEMIE VOOR DE ZELFSTANDIGE ZORGVERLENERS IN DE THUISVERPLEGING OF VOOR DE LOONTREKKENDEN IN DE MEDISCH HUIZEN'

Op 10 februari 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling en uitkering van het bedrag van een eenmalige aanmoedigingspremie ter compensatie voor de extra inspanningen tijdens de 2de golf van de COVID 19 pandemie voor de zelfstandige zorgverleners in de thuisverpleging of voor de loontrekkenden in de medisch[e] huizen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 februari 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, Kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is gezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 février 2021.

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par la nécessité de compenser des efforts supplémentaires consentis lors de la deuxième vague de la pandémie COVID 19, rapidement et dans l'objectif budgétaire des soins de santé de 2020 d'une part, et que, par analogie avec le paiement d'une prime d'encouragement aux travailleurs salariés des services de soins infirmiers à domicile, une prime d'encouragement doit également être versée aux dispensateurs de soins indépendants dans les soins infirmiers à domicile et que, d'autre part, un montant doit être versé aux Fonds Maribel Social lui permettant de fournir la même prime aux travailleurs salariés des maisons médicales ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Selon le préambule, l'avis de l'Autorité de protection des données sera donné sur le projet.

Le délégué du Ministre indique que l'avis a été demandé le 10 février 2021.

Au cas où cet avis amènerait l'auteur du projet à modifier celui-ci sur des points autres que ceux résultant du présent avis, il devra à nouveau être soumis à la section de législation.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Selon la note adressée à l'Inspecteur des Finances,

« [I]l y a eu un Conseil des ministres du 6 novembre 2020 avait décidé de verser une prime unique d'encouragement de 985 euros au personnel hospitalier. Le gouvernement a ensuite décidé d'octroyer cette prime également au personnel des services de soins infirmiers à domicile et aux dispensateurs de soins indépendants qui effectuent des prestations de l'article 8 de la nomenclature (soins infirmiers à domicile) et/ou de la nomenclature de rééducation (AR du 10.1.1991) et, par extension, au personnel des maisons médicales également.

Concernant les membres du personnel salariés ou statutaires dans les services de soins infirmiers à domicile, les partenaires sociaux ont conclu, le 18 novembre 2020, un protocole en vertu duquel la prime unique d'encouragement sera octroyée au personnel des services de soins infirmiers à domicile. Ce protocole a été traduit dans un accord social. Le coût de cette mesure est couvert par les moyens qui ont été versés du budget du SPF Santé publique aux Fonds privés et publics Maribel Social (AR du 30 septembre 2020 fixant et allouant une subvention aux Fonds Maribel Social sectoriels des établissements et services de santé en exécution de l'article 4, § 2, de la loi du 9 décembre 2019 portant création d'un Fonds blouses blanches).

Le projet d'arrêté royal faisant l'objet du présent dossier doit permettre d'octroyer cette prime aux dispensateurs de soins indépendants qui effectuent des prestations de l'article 8 de la nomenclature ou aux infirmiers indépendants qui, dans le cadre de l'éducation au diabète, effectuent des prestations de l'AR du 10.1.1991 de la nomenclature des prestations de rééducation fonctionnelle et par analogie également aux salariés dans les maisons médicales ».

Invité à dresser la liste des mesures prises, à montrer que toutes les catégories du personnel médical sont bien couvertes et à ainsi démontrer que la prime est égale ou à tout le moins équivalente pour tout ce personnel, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Het gaat om een aanmoedigingspremie voor al het loontrekkend ziekenhuispersoneel, loontrekkenden in medische huizen, loontrekkenden in diensten thuisverpleging en naar analogie met de diensten thuisverpleging ook de zelfstandige thuisverpleegkundigen. De premie is voor iedereen gelijk : 985 euro bruto voor een voltijdse betrekking.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 februari 2021.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

« L'urgence est motivée par la nécessité de compenser des efforts supplémentaires consentis lors de la deuxième vague de la pandémie COVID 19, rapidement et dans l'objectif budgétaire des soins de santé de 2020 d'une part, et que, par analogie avec le paiement d'une prime d'encouragement aux travailleurs salariés des services de soins infirmiers à domicile, une prime d'encouragement doit également être versée aux dispensateurs de soins indépendants dans les soins infirmiers à domicile et que, d'autre part, un montant doit être versé aux Fonds Maribel Social lui permettant de fournir la même prime aux travailleurs salariés des maisons médicales ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Luidens de aanhef zal de Gegevensbeschermingsautoriteit haar advies geven over het ontwerp.

De gemachtigde van de minister geeft aan dat het advies is gevraagd op 10 februari 2021.

Ingeval dat advies de steller van het ontwerp ertoe zou nopen het ontwerp te wijzigen op andere punten dan die welke voortvloeien uit het voorliggende advies, zal het ontwerp andermaal moeten worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In de nota aan de inspecteur van Financiën staat:

« De ministerraad van 6 november 2020 heeft beslist om een eenmalige aanmoedigingspremie van 985 euro te storten aan het personeel van de ziekenhuizen. Nadien heeft de regering beslist om deze premie ook toe te kennen aan het personeel van de diensten voor thuisverpleging en ook aan de zelfstandige zorgverleners die verstrekkingen verlenen uit artikel 8 van de nomenclatuur (thuisverpleging) en/of uit de revalidatienomenclatuur (KB 10/1/1991) en bij uitbreiding ook aan het personeel in de medisch huizen.

Wat de loontrekkende of statutaire personeelsleden in de diensten thuisverpleging betreft werd door de sociale partners op 18 november 2020 een protocol gesloten waarbij de eenmalige aanmoedigingspremie wordt toegekend aan het personeel van de diensten thuisverpleging. Dit protocol vertaald in een sociaal akkoord. De kost hiervan wordt gedekt door de middelen die vanuit de begroting van de FOD Volksgezondheid werden gestort aan de private en publieke Fondsen Sociale Maribel (KB van 30 september 2020 tot vaststelling en toekenning van een subsidie aan de Sectorale Fondsen Sociale Maribel voor de gezondheidsinrichtingen en —diensten voor de uitvoering van artikel 4, § 2, van de wet van 9 december 2019 tot oprichting van een Zorgpersoneelsfonds).

Bijgevoegd ontwerp van koninklijk besluit moet het mogelijk maken dat ook de zelfstandige zorgverleners die verstrekkingen verlenen uit artikel 8 van de nomenclatuur of de zelfstandige verpleegkundigen die in het kader van de diabeteseducatie verstrekkingen verlenen uit het koninklijk besluit van 10 januari 1991 van de nomenclatuur van de revalidatieverstrekkingen en naar analogie ook de loontrekkenden in de medisch huizen deze premie kunnen ontvangen.»

Op het verzoek een lijst op te stellen van de genomen maatregelen en aan te tonen dat alle categorieën van het medische personeel wel zijn gedekt en dat de premie aldus gelijk of toch minstens gelijkwaardig is voor heel dat personeel, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

« Het gaat om een aanmoedigingspremie voor al het loontrekkend ziekenhuispersoneel, loontrekkenden in medische huizen, loontrekkenden in diensten thuisverpleging en naar analogie met de diensten thuisverpleging ook de zelfstandige thuisverpleegkundigen. De premie is voor iedereen gelijk : 985 euro bruto voor een voltijdse betrekking.

Dit ontwerp voert dit uit voor de zelfstandige thuisverpleegkundigen (en zorgkundigen) en voor de medische huizen. Voor de diensten thuisverpleging is dit geregeld via een storting aan de betrokken Fondsen sociale maribel. Voor de ziekenhuizen werd dit gefinancierd via het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen (KB van 25/4/2002). En telkens zit er achter het systeem van stortingen voor loontrekkenden een CAO. Inmiddels is er voor de medische huizen ook een CAO gesloten ».

Il conviendrait d'accompagner le projet d'un rapport au Roi démontrant de manière plus approfondie et étayée, par la référence précise à des textes juridiques, que le principe d'égalité et de non discrimination est bien respecté.

Pour le reste, la section de législation ne dispose pas des informations lui permettant d'apprécier si d'autres titulaires de professions de soins de santé que ceux mentionnés ci dessus ne se trouvent pas dans des situations analogues justifiant, conformément au principe d'égalité et de non discrimination, qu'une intervention financière aboutissant à un résultat comparable à celui résultant des mesures envisagées par le projet d'arrêté royal à l'examen leur soit accordée.

2. En vertu de l'article 1^{er}, e), du projet d'arrêté royal, les dispensateurs de soins indépendants ne pourront bénéficier d'une intervention financière que s'ils ont enregistré un numéro de compte dans l'application web de l'INAMI. En vertu de l'article 3 du projet examiné, les contestations doivent être introduites conformément aux dispositions décrites sur le site internet de l'INAMI.

Conformément au principe d'égalité et de non discrimination, il convient toutefois de s'assurer que les personnes ne disposant pas des moyens informatiques nécessaires ne seront pas exclus pour cette raison du droit à la prime ou de la possibilité d'introduire une contestation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

S'agissant d'un dossier pour lequel l'avis de la section de législation est réclamé dans le délai de cinq jours ouvrables, il convient de mentionner dans le visa relatif à cet avis l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer les mots « l'article 8 de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 » par les mots « l'article 8 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 ».

Pour la lisibilité de la suite du projet, les signes de ponctuation et les mots « (ci après : 'la nomenclature') » seront insérés entre les mots « l'article 8 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités » et les mots « ou aux praticiens », et les signes de ponctuation et les mots « (ci après : 'la nomenclature de rééducation dans le cadre de l'éducation au diabète') » seront insérés entre les mots « dans ces honoraires et prix » et le signe de ponctuation et les mots « , une prime unique ».

2. Selon la lettre c),

« la prime maximale de 985 euros est due dès qu'un niveau d'activité d'au moins 739 jours de contact est atteint au cours de la période du premier septembre au 30 novembre 2020 ».

La notion de jours de contact est définie comme suit au lettre a) :

« La prime due est déterminée en fonction du nombre de jours de contact. Le nombre de jours de contact est calculé en multipliant le nombre de patients par le nombre de jours pendant lesquels il y a eu au moins un contact avec ces patients par le dispensateur de soins compétent, et par lequel pendant le contact soit une prestation a été facturée d'après l'article 8 de la nomenclature, soit une prestation de la nomenclature de rééducation dans le cadre de l'éducation au diabète (794253, 794334, 794415, 794430, 794452 et 794312). Ce nombre est déterminé sur la base des prestations dispensées au cours de la période allant du premier septembre 2020 au 30 novembre 2020 et facturées et acceptées par les organismes assureurs au plus tard le 31 janvier 2021 ».

Dit ontwerp voert dit uit voor de zelfstandige thuisverpleegkundigen (en zorgkundigen) en voor de medische huizen. Voor de diensten thuisverpleging is dit geregeld via een storting aan de betrokken Fondsen sociale maribel. Voor de ziekenhuizen werd dit gefinancierd via het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen (KB van 25/4/2002). En telkens zit er achter het systeem van stortingen voor loontrekkenden een CAO. Inmiddels is er voor de medische huizen ook een CAO gesloten."

Bij het ontwerp zou men een verslag aan de Koning moeten voegen waarin op grondigere en meer gedocumenteerde wijze, door een nauwkeurige verwijzing naar juridische teksten, wordt aangetoond dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie inderdaad in acht wordt genomen.

Voor het overige beschikt de afdeling Wetgeving niet over inlichtingen op basis waarvan ze kan beoordelen of andere beoefenaars van gezondheidszorgberoepen dan die welke hierboven worden vermeld, zich niet in gelijkaardige situaties bevinden die, overeenkomstig het beginsel van gelijkheid en non discriminatie, rechtvaardigen dat hun een financiële tegemoetkoming wordt toegekend die tot een vergelijkbaar resultaat leidt als dat wat voortvloeit uit de maatregelen die het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit in het vooruitzicht stelt.

2. Krachtens artikel 1, e), van het ontwerp van koninklijk besluit komen zelfstandige zorgverleners slechts in aanmerking voor een financiële tegemoetkoming als ze een rekeningnummer hebben geregistreerd in de webtoepassing van het RIZIV. Krachtens artikel 3 van het voorliggende ontwerp moeten betwistingen worden voorgelegd overeenkomstig de nadere regels die op de website van het RIZIV zijn vermeld.

Overeenkomstig het beginsel van gelijkheid en non discriminatie dient men zich er evenwel van te vergewissen dat personen die niet over de nodige informaticamiddelen beschikken, niet om die reden zullen worden uitgesloten van het recht op de premie of van de mogelijkheid een beslissing te betwisten.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Aangezien het gaat om een dossier waarvoor het advies van de afdeling Wetgeving binnen een termijn van vijf werkdagen wordt gevraagd, dient in de aanhefverwijzing naar dat advies artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, te worden vermeld.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In de inleidende zin dienen de woorden "artikel 8 van het koninklijk besluit van 14 september 1984" te worden vervangen door de woorden "artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984".

Ter wille van de leesbaarheid van het vervolg van het ontwerp moeten de leestekens en woorden "(hierna: 'de nomenclatuur') worden ingevoegd tussen de woorden "artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen" en de woorden "of aan de zelfstandige verpleegkundigen", en moeten de leestekens en woorden "(hierna: 'de revalidatienomenclatuur in het kader van diabeteseducatie') worden ingevoegd tussen de woorden "in die honoraria en prijzen" en het leesteken en de woorden ", wordt door het Rijksinstituut".

2. Punt c) luidt:

"De maximale premie van 985 euro is verschuldigd van zodra in de periode van 1 september tot 30 november 2020 een activiteitsniveau wordt bereikt van minstens 739 contactdagen."

Het begrip contactdagen wordt in punt b) als volgt gedefinieerd:

"De verschuldigde premie wordt bepaald op basis van het aantal contactdagen. Het aantal contactdagen wordt berekend door het aantal patiënten te vermenigvuldigen met het aantal dagen dat er minstens één contact geweest is met deze patiënten door de desbetreffende zorgverlener, en waarbij tijdens het contact ofwel een verstrekking werd aangerekend uit artikel 8 van de nomenclatuur ofwel een verstrekking uit de revalidatienomenclatuur in het kader van diabeteseducatie (794253, 794334, 794415, 794430, 794452 en 794312). Dit aantal wordt bepaald op basis van de verstrekkingen die in de periode van 1 september 2020 tot 30 november 2020 zijn verricht en die uiterlijk op 31 januari 2021 werden ten laste gelegd en aanvaard bij de verzekeringsinstellingen."

Invité à préciser s'il s'agit de jours ou de prestations et interrogé sur la question de savoir comment il pourrait y avoir 739 jours de contact entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 2020, le délégué du Ministre a répondu que

« [h]et ontwerp van KB houdt rekening met het advies van het Verzekeringscomité en van de inspecteur van financiën omtrent de omschrijving van contactdagen ».

Il a ensuite renvoyé à la définition figurant dans le projet et reproduite ci dessus.

Il apparaît que la notion de « jours » de contact est impropre et devrait être remplacée par une notion plus adéquate, compatible avec les exigences du calendrier.

Article 3

Il n'est pas admissible que les dispositions procédurales relatives aux conditions dans lesquelles les contestations relatives aux décisions prises en application de l'arrêté en projet doivent être introduites soient énoncées sur le site internet de l'INAMI, ainsi que le prévoit l'alinéa 1^{er}, in fine.

Le dispositif devra être complété afin de prévoir les conditions relatives aux contestations dont il est question.

Article 4

Compte tenu de ce que, selon les explications fournies par le délégué du Ministre qui ont été reproduites plus haut, une convention collective de travail (« C.A.O. ») a été conclue entre les organisations d'employeurs et de travailleurs des maisons médicales, l'alinéa 3 doit être omis.

Le président,
Pierre VANDERNOOT

De griffier,
Esther CONTI

19 AVRIL 2021. — Arrêté royal visant à déterminer et octroyer le montant d'une prime unique d'encouragement en compensation des efforts supplémentaires consentis lors de la deuxième vague de la pandémie COVID-19 pour les dispensateurs de soins indépendants dans les soins infirmiers à domicile ou pour les travailleurs salariés des maisons médicales

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 2 janvier 2001, article 59 quater, inséré par la loi du 10 décembre 2009;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire de l'INAMI, donné le 20 janvier 2021 en application de l'article 2, premier alinéa, de l'arrêté royal n°20 portant des mesures temporaires dans la lutte contre la pandémie COVID-19 et visant à assurer la continuité des soins en matière d'assurance obligatoire soins de santé;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, donné le 25 janvier 2021 en application de l'article 2, premier alinéa, de l'arrêté royal n°20 portant des mesures temporaires dans la lutte contre la pandémie COVID-19 et visant à assurer la continuité des soins en matière d'assurance obligatoire soins de santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 janvier 2021;

Vu l'accord de la secrétaire d'État au Budget, donné le 28 janvier 2021;

Vu l'avis n°18/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 25 février 2021;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation (AIR) produite conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu la demande de traitement d'urgence, justifiée par la nécessité de compenser des efforts supplémentaires consentis lors de la deuxième vague de la pandémie COVID-19, rapidement et dans l'objectif budgétaire des soins de santé de 2020 d'une part, et que, par analogie avec le paiement d'une prime d'encouragement aux travailleurs salariés des services de soins infirmiers à domicile, une prime d'encouragement doit également être versée aux dispensateurs de soins indépendants dans les soins infirmiers à domicile et que, d'autre part, un montant doit être versé aux Fonds Maribel Social lui permettant de fournir la même prime aux travailleurs salariés des maisons médicales ;

Vu l'avis 68.851/2 du Conseil d'État, donné le 15 février 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;

Op de vraag te preciseren of het gaat om dagen of om verstrekkingen en op de vraag hoe er 739 contactdagen zouden kunnen zijn tussen 1 september en 30 november 2020, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het ontwerp van KB houdt rekening met het advies van het Verzekeringscomité en van de inspecteur van financiën omtrent de omschrijving van contactdagen.”

Vervolgens heeft hij verwezen naar de definitie in het ontwerp, die hierboven wordt weergegeven.

Het begrip “contactdagen” blijkt ongeschikt te zijn en zou moeten worden vervangen door een adequater begrip dat compatibel is met de kalender.

Artikel 3

Er kan niet worden aanvaard dat de voorwaarden voor het voorleggen van betwistingen aangaande de beslissingen die met toepassing van het ontworpen besluit zijn genomen, procedureel worden geregeld op de internetsite van het RIZIV, zoals bepaald in fine van het eerste lid.

Het dispositief moet worden aangevuld zodat het de voorwaarden vaststelt in verband met de betwistingen waarvan sprake is.

Artikel 4

Gelet op het feit dat, volgens de hierboven weergegeven uitleg van de gemachtigde van de minister, een collectieve arbeidsovereenkomst (“CAO”) is gesloten tussen de organisaties van werkgevers en de werknemers van medische huizen, moet het derde lid worden weggelaten.

De voorzitter,
Pierre VANDERNOOT

De griffier,
Esther CONTI

19 APRIL 2021. — Koninklijk besluit tot vaststelling en uitkering van het bedrag van een eenmalige aanmoedigingspremie ter compensatie voor de extra inspanningen tijdens de 2de golf van de COVID-19 pandemie voor de zelfstandige zorgverleners in de thuisverpleging of voor de loontrekkenden in de medisch huizen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 2 januari 2001, artikel 59^{quater}, ingevoegd bij de wet van 10 december 2009;

Gelet op de advies van de Commissie voor begrotingscontrole van het RIZIV, gegeven op 20 januari 2021 met toepassing van artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit n° 20 houdende tijdelijke maatregelen in de strijd tegen de COVID-19 pandemie en ter verzekering van de continuïteit van zorg in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, gegeven op 25 januari 2021 met toepassing van artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit n° 20 houdende tijdelijke maatregelen in de strijd tegen de COVID-19 pandemie en ter verzekering van de continuïteit van zorg in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 27 januari 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting van 28 januari 2021;

Gelet op het advies nr. 18/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 25 februari 2021;

Gezien de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de noodzaak dat, ter compensatie voor de extra inspanningen tijdens de 2de golf van de COVID-19 pandemie, snel en binnen de begroting van de geneeskundige verzorging van 2020, enerzijds en naar analogie met de storting van een aanmoedigingspremie aan de loontrekkenden in de diensten thuisverpleging, ook aan de zelfstandige zorgverleners in de thuisverpleging een aanmoedigingspremie moet worden gestort en dat anderzijds aan de Fondsen Sociale Maribel een bedrag moet worden gestort dat hen in staat moet stellen om in dezelfde premie te voorzien voor de loontrekkenden in de medisch huizen;

Gelet op advies 68.851/2 van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2021 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et sur avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I. — *Prime unique d'encouragement pour les dispensateurs de soins indépendants dans les soins infirmiers à domicile*

Article 1^{er}. Aux dispensateurs de soins à domicile dispensant des prestations à titre indépendant comme prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (ci-après « la nomenclature ») ou aux praticiens de l'art infirmier indépendants dispensant des prestations en matière d'éducation au diabète comme prévu dans l'arrêté royal du 10 janvier 1991 établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l'article 23, § 2, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l'intervention de l'assurance dans ces honoraires et prix (ci-après « la nomenclature des prestations de rééducation dans le cadre de l'éducation au diabète »), une prime unique d'encouragement est versée par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI) aux conditions suivantes :

a) la prime unique d'encouragement est de maximum 985 euros;

b) la prime due est déterminée en fonction du nombre de contacts patient. Le nombre de contacts patient est calculé en multipliant le nombre de patients par le nombre de jours pendant lesquels il y a eu au moins un contact avec ces patients par le dispensateur de soins compétent, et par lequel pendant le contact soit une prestation a été facturée d'après l'article 8 de la nomenclature, soit une prestation de la nomenclature de rééducation dans le cadre de l'éducation au diabète (794253, 794334, 794415, 794430, 794452 et 794312). Ce nombre est déterminé sur la base des prestations dispensées au cours de la période allant du premier septembre 2020 au 30 novembre 2020 et facturées et acceptées par les organismes assureurs au plus tard le 31 janvier 2021;

c) Ce calcul est effectué par le Collège Intermutualiste National (CIN) au nom de la personne qui est indiquée comme dispensateur sur le certificat ou dans les données de facturation électronique et donc pas au nom de la personne qui l'a présenté ou qui a reçu le paiement pour celui-ci. Le résultat est mis à la disposition de l'INAMI au cours du mois d'avril 2021;

d) la prime maximale de 985 euros est due dès qu'un niveau d'activité d'au moins 739 contacts patient est atteint au cours de la période du premier septembre au 30 novembre 2020. Dans les cas où le niveau est inférieur à 739, la prime est calculée proportionnellement;

e) pour les dispensateurs de soins indépendants qui ont dispensé ces prestations à la fois à titre d'indépendant et de travailleur salarié, la durée contractuelle de travail en tant que travailleur salarié au cours de la période allant du premier septembre au 30 novembre 2020 est déduite de l'équivalent temps plein déterminé sur la base du nombre de contacts patient, 739 contacts patient correspondant à un équivalent temps plein. Si ce résultat est positif, l'intervention due est déterminée sur cette base (proportionnelle à 985 euros pour 1 ETP). Les informations relatives au statut de travailleur indépendant sont communiquées par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) à l'INAMI dans la liste des prestataires de soins que l'INAMI lui a soumis. L'équivalent temps plein en tant que travailleur salarié est communiqué à l'INAMI par le Fonds Maribel Social des établissements et services de santé de la Commission paritaire 330 - Chambre 3 Soins infirmiers à domicile et par le Fonds Maribel Social du secteur public, selon les informations dont ils disposent au 31 mars 2021;

f) pour pouvoir bénéficier d'une intervention financière, les dispensateurs de soins indépendants en question doivent posséder un numéro INAMI et doivent avoir enregistré un numéro de compte dans l'application web de l'INAMI au plus tard le 20^{ième} jour suivant la date de la publication de cet arrêté, sous peine de révocation.

Art. 2. L'INAMI verse la prime d'encouragement sur le compte visé à l'article 1^{er}, e), dans le mois suivant la réception des informations visées à l'article 1^{er}, b) et d).

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Eenmalige aanmoedigingspremie voor de zelfstandige zorgverleners in de thuisverpleging*

Artikel 1. Aan de zorgverleners die op zelfstandige basis prestaties verlenen zoals voorzien in artikel 8 van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen (hierna: 'de nomenclatuur') of aan de zelfstandige verpleegkundigen die verstrekkingen inzake diabeteseducatie verlenen zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 10 januari 1991 tot vaststelling van de nomenclatuur van de revalidatieverstrekingen bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, tot vaststelling van de honoraria en prijzen van die verstrekkingen en tot vaststelling van het bedrag van de verzekeringstegemoetkoming in die honoraria en prijzen (hierna: 'de revalidatienomenclatuur in het kader van diabeteseducatie'), wordt door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (Riziv) een eenmalige aanmoedigingspremie gestort onder de volgende voorwaarden:

a) de eenmalige aanmoedigingspremie bedraagt maximum 985 euro;

b) de verschuldigde premie wordt bepaald op basis van het aantal patiëntcontacten. Het aantal patiëntcontacten wordt berekend door het aantal patiënten te vermenigvuldigen met het aantal dagen dat er minstens één contact geweest is met deze patiënten door de desbetreffende zorgverlener, en waarbij tijdens het contact ofwel een verstrekking werd aangerekend uit artikel 8 van de nomenclatuur ofwel een verstrekking uit de revalidatienomenclatuur in het kader van diabeteseducatie (794253, 794334, 794415, 794430, 794452 en 794312). Dit aantal wordt bepaald op basis van de verstrekkingen die in de periode van 1 september 2020 tot 30 november 2020 zijn verricht en die uiterlijk op 31 januari 2021 werden ten laste gelegd en aanvaard bij de verzekeringsinstellingen;

c) Deze berekening wordt gemaakt door het Nationaal Intermutualistisch College in hoofde van de persoon die als verstrekker is aangeduid op het getuigschrift of in de elektronische facturatiegegevens en dus niet in hoofde van de persoon die dit heeft ingediend of die daarvoor de betaling heeft ontvangen. Het resultaat daarvan wordt in de loop van de maand april 2021 ter beschikking gesteld aan het Riziv;

d) de maximale premie van 985 euro is verschuldigd van zodra in de periode van 1 september tot 30 november 2020 een activiteitsniveau wordt bereikt van minstens 739 patiëntcontacten. In de gevallen waarbij het niveau onder de 739 ligt wordt de premie proportioneel berekend;

e) voor de zelfstandige zorgverleners die deze verstrekkingen hebben gerealiseerd onder zowel het statuut van zelfstandige als van loontrekkende, wordt de contractuele arbeidsduur als loontrekkende in de periode van 1 september tot 30 november 2020 in mindering gebracht van het voltijdsequivalent dat wordt bepaald op basis van het aantal patiëntcontacten, waarbij 739 patiëntcontacten overeenstemt met 1 voltijdsequivalent. Indien dit resultaat positief is wordt op basis daarvan de verschuldigde tegemoetkoming bepaald (proportioneel t.a.v. 985 euro voor 1 VTE). De informatie omtrent het statuut van zelfstandige wordt door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen (RSVZ) meegedeeld aan het Riziv in de lijst van betrokken zorgverleners dat het Riziv haar heeft voorgelegd. Het voltijdsequivalent als loontrekkende wordt aan het Riziv meegedeeld door het Fonds Sociale Maribel van de gezondheidsinrichtingen en -diensten van het paritair comité 330 - Kamer 3 Thuisverpleging en door het Fonds Sociale Maribel van de overheidssector, en dit volgens de informatie waarover ze beschikken op 31 maart 2021;

f) om voor de financiële tussenkomst in aanmerking te komen dienen de betrokken zelfstandige zorgverleners te beschikken over een Riziv-nummer en dienen deze op straffe van verval uiterlijk op de 20ste dag na de dag van publicatie van dit besluit een rekeningnummer geregistreerd te hebben in de daartoe voorziene webtoepassing van het RIZIV.

Art. 2. Het RIZIV stort de aanmoedigingspremie op het rekeningnummer zoals bedoeld in artikel 1, e) binnen de maand waarbinnen het beschikt over de informatie zoals bedoeld in artikel 1, b) en d).

Art. 3. Le fonctionnaire dirigeant ou son mandataire au Service des soins de santé de l'INAMI est compétent pour toute contestation découlant de l'exécution du présent arrêté. Les contestations doivent être introduites au moyen d'une méthode informatisée conformément aux dispositions décrites sur le site internet de l'INAMI.

Si le dispensateur de soins souhaite contester le montant de la somme reçue, il doit le faire dans les 60 jours suivant la date de versement de la prime, sous peine d'irrecevabilité.

CHAPITRE II. — *Intervention pour une prime unique d'encouragement pour les travailleurs salariés des maisons médicales*

Art. 4. Pour le financement de la prime unique d'encouragement pour le personnel salarié des maisons médicales visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, un montant de 2.307.250 euros est fixé.

Sur ce montant, l'INAMI verse 2.300.000 euros sur le compte du Fonds Maribel Social des établissements et services de santé de la Commission paritaire 330 et 7 250 euros sur le compte du Fonds Maribel Social du secteur public.

L'utilisation de ce montant est soumise aux conditions suivantes :

a) la prime unique d'encouragement s'élève à 985 euros bruts pour un emploi à temps plein au cours de la période de référence du premier septembre au 30 novembre 2020. L'équivalent temps plein est déterminé sur la base de l'activité professionnelle rémunérée, y compris les prestations assimilées rémunérées qui peuvent être complétées par le chômage temporaire dans le cadre de la COVID-19 et de la quarantaine COVID-19, ainsi que les heures supplémentaires prestées sans dépasser le temps de travail d'un travailleur à temps plein ;

b) la prime unique d'encouragement est octroyée au prorata du temps d'emploi et au prorata de la période d'emploi au cours de la période de référence ;

c) cette prime est accordée à tous les services du personnel salarié des maisons médicales relevant du Fonds Maribel Social visé au deuxième alinéa. Cela inclut les étudiants et les personnes travaillant à titre intérimaire ;

d) les montants visés au deuxième alinéa sont répartis par les Fonds entre les employeurs concernés selon les conditions visées aux points a) à c). Le montant non utilisé sera versé par les Fonds au fonds blouses blanches comme prévu dans la loi du 30 juin 2020 pérennisant le Fonds blouses blanches santé. ;

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. Le responsable de traitement comme visé dans le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est l'INAMI.

Art. 6. A moins que la loi relative aux archives du 24 juin 1955 ne prévoit d'autres délais de conservation, le délai de conservation des données est ici de 1 an.

Art. 7. Les dépenses sont comptabilisées par l'INAMI sous la rubrique des soins infirmiers à domicile du budget 2020.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant la publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, des Réformes institutionnelles & du Nouveau démocratique,

D. CLARINVAL

Art. 3. De leidend ambtenaar of diens gemachtigde binnen de Dienst voor Geneeskundige Verzorging van het RIZIV is bevoegd voor elke betwisting voortvloeiend uit de uitvoering van dit besluit. De betwistingen moeten worden ingediend via een geïnformatiseerde methode overeenkomstig de nadere regels die op de website van het RIZIV zijn vermeld.

Indien de zorgverlener de hoegrootheid van het ontvangen bedrag wenst aan te vechten, gebeurt dit op straffe van niet-ontvankelijkheid binnen de 60 dagen vanaf de datum van storting van de premie.

HOOFDSTUK II. — *Tegemoetkoming voor een eenmalige aanmoedigingspremie voor de loontrekkenden in de medisch huizen*

Art. 4. Voor de vergoeding van de eenmalige aanmoedigingspremie voor het loontrekkend personeel in de medisch huizen die zijn bedoeld in artikel 32, § 1, 2de lid van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt een bedrag vastgesteld van 2.307.250 euro.

Van dit bedrag wordt door het RIZIV 2.300.000 euro gestort op het rekeningnummer van het Fonds Sociale Maribel van de gezondheidsinstellingen en -diensten van het paritair comité 330 en wordt 7.250 euro gestort op het rekeningnummer van het Fonds Sociale Maribel van de overheidssector.

De aanwending van dit bedrag gebeurt onder de volgende voorwaarden:

a) de eenmalige aanmoedigingspremie bedraagt bruto 985 euro voor een voltijdse betrekking gedurende de referentieperiode van 1 september tot 30 november 2020. Het voltijdsequivalent wordt bepaald op basis van de bezoldigde arbeidstijdactiviteit, inclusief bezoldigde gelijkgestelde prestaties die kunnen aangevuld worden met tijdelijke werkloosheid in het kader van COVID-19 en COVID-19-quarantaine alsook betaalde gepresteerde overuren zonder de arbeidstijd van een voltijds werknemer te overschrijden;

b) de eenmalige aanmoedigingspremie wordt toegekend pro rata de tewerkstellingstijd en pro rata de tewerkstellingsperiode binnen de referentieperiode;

c) deze premie wordt toegekend aan alle loontrekkende personeelsdiensten van de medisch huizen die ressorteren onder de Fondsen Sociale Maribel zoals bedoeld in het tweede lid. Daartoe behoren ook de studenten als het interim-personeel;

d) de bedragen zoals bedoeld in het 2de lid worden onder de voorwaarden zoals bedoeld in a) tot c) door de Fondsen verdeeld onder de betrokken werkgevers. Het niet aangewend bedrag zal door de Fondsen worden gestort aan het zorgpersoneelsfonds zoals bedoeld in de wet van 30 juni 2020 tot besteding van het zorgpersoneelsfonds;

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 5. De verwerkingsverantwoordelijke zoals bedoeld in de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG is het RIZIV.

Art. 6. Tenzij de archiefwet van 24 juni 1955 andere bewaringstermijnen voorziet, geldt hier een bewaringstermijn van de gegevens van 1 jaar.

Art. 7. De uitgaven worden door het RIZIV geboekt in de rubriek thuisverpleging van de begroting 2020.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag na de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 april 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid
Fr. VANDENBROUCKE

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing

D. CLARINVAL